

# bulletin hebdo



## La sédition et ses conséquences

Sergio Ferrari

Managua, 21 novembre (ANN). En novembre, le Nicaragua a de nouveau vécu une étape d'affrontement social porteur d'une logique de guerre. Une dizaine de morts, pas moins de cinquante blessés, tel est le bilan de la sédition menée dans la région centrale du Chontales par une vingtaine de maires de l'UNO qui, avec l'appui de démobilisés de la contra, de membres de la hiérarchie catholique et de dirigeants politiques de l'alliance gouvernementale ont dirigé l'action : barrages de routes, soulèvements dans les villages, mobilisations de leurs bases paysannes pour appuyer des exigences politiques difficilement soutenables telle que la destitution d'une partie du cabinet ministériel.

Aujourd'hui, le plus fort du conflit semble passé. La circulation est rétablie dans la région du centre. Les maires se sont assis à la table de négociation avec le cabinet présidentiel au complet. Mais certains signes de tension persistent qui indiquent que rien n'est réglé. Des groupes de contras et dirigeants locaux de l'UNO du nord du pays occupent plusieurs bourgades dont Quilalí et San Juan de Río Coco. L'activité économique, en particulier le transport du café, est entravée par les barrages; les

banques et la plupart des institutions de la région tournent au ralenti. Cette déclaration de guerre économique menace les bases fragiles du pays.

La différence entre les événements actuels et d'autres affrontement sociaux tels que les grèves de mai et juillet derniers est évidente: alors que ces dernières étaient l'expression de la confrontation avec d'amples secteurs sociaux derrière les syndicats sandinistes pour la défense de revendications professionnelles, l'affrontement actuel est le produit de projets divergents au sein de l'alliance qui a porté au pouvoir Violeta Chamorro. Cette contradiction intragouvernementale n'est pas nouvelle mais le degré de violence atteint ces derniers jours a mis en danger le pays tout entier. La présidente et ses deux principaux ministres, Antonio Lacayo, ministre de la présidence et Carlos Hurtado, ministre de l'Intérieur, ont mis en avant leur vision "modérée" passant par une réconciliation nationale sans exclusion d'aucun secteur du pouvoir, face à la proposition intransigeante et sectaire des "séditieux".

La relation au sandinisme est le facteur central de la nouvelle dynamique politique. L'entourage de la présidente a

accepté l'idée que sans la participation du sandinisme, avec ses 41 % d'électeurs, il est impossible d'impulser un modèle viable de nation démocratique et moderne. Les tenants de la ligne dure, derrière le vice-président Virgilio Godoy, veulent arracher au FSLN la part de pouvoir que, selon eux, il détient encore.

### SOMMAIRE

Arrestation surprise

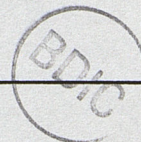
L'Eglise a choisi son camp

Un cadeau de Bush?

Telcor : la résistible ascension des syndicats maison

Guatemala : deux candidats sous bonne garde

El Salvador : le FMLN à l'offensive



40 P 11481

Ces deux lignes, déjà présentes au cours de la campagne électorale, sont descendues dans l'arène pour s'affronter au cours d'une révolte sanglante aux objectifs clairs: frapper les défenseurs de la politique d'accord national.

Tout au long du conflit de novembre qui a incendié certaines régions du pays, le sandinisme a adopté une ligne extrêmement prudente, dénonçant énergiquement les "assauts destabilisateurs et anti-constitutionnels" des séditions, la nouvelle menace de guerre et les objectifs politiques des maires, tout en reconnaissant la légitimité des revendications des contras en matière de terre. Alors que la police venait de dégager les routes et que le conflit baissait d'intensité, le Front national des travailleurs et les élus sandinistes dénonçaient la sédition et appelaient l'exécutif à "ne pas céder au chantage des vandales du fascisme godoyiste".

La défense de la constitution et de l'Etat de droit exprimée par le FSLN s'est transformée en principal appui politique explicite à la présidence qui a pu compter d'autre part sur l'action ordonnée des institutions militaires. En réclamant la destitution des ministres Antonio Lacayo, Carlos Hurtado et du général Humberto Ortega, les radicaux de l'UNO n'ont fait que stimuler un "front politique", formé par un secteur du gouvernement et une large partie du sandinisme et déjà amorcé avec les accords de transition de mars-avril et la concertation économique et sociale d'octobre.

Il serait erroné de simplifier à l'extrême une situation aussi dynamique et changeante telle que celle que vit le Nicaragua. Mais le rapprochement entre le sandinisme, une partie de l'équipe gouvernementale et un secteur des démobilisés de la contra derrière leur leader *Franklin*, pourrait esquisser les contours de la future réalité nationale : un projet centriste qui, avec modération et pragmatisme, recherche la relance d'un pays encore menacé par le sous-développement et les fantasmes de la guerre.

#### ARRESTATION SURPRISE

Managua, 20 novembre (ANN). Le gouvernement vient d'autoriser le départ aux Etats-Unis d'Aristides Sánchez, pour raison de santé. Le dirigeant contra, arrêté le 15 novembre à Managua, a été accusé par le gouvernement d'être le principal instigateur du récent plan de stabilisation du pays.

Le 19, alors que A. Sánchez venait de s'envoler vers Miami, le gouvernement rendait publiques certaines lettres, adressées à la présidente Chamorro, au dirigeant contra *Ruben* et au ministre de l'Intérieur, dans lesquelles le dirigeant contra prenait ses distances vis-à-vis de la sédi-

tion et appelait la contra à maintenir ses revendications spécifiques sans les mêler d'autres intérêts politiques. "Il les a écrites sous pression", commentaient le responsable de la Commission gouvernementale des droits de l'homme, Lino Hernández et les leaders politiques de la sédition de novembre, qui ont formé un comité de soutien au leader arrêté. "Il ne s'agit pas d'un exil politique", a précisé le porte-parole du gouvernement, "il peut revenir quand il veut".

Certaines voix se sont élevées pour critiquer le gouvernement qui, pendant les 96 heures de détention d'A. Sánchez, n'a rien fait pour établir la preuve juridique de sa culpabilité dans les faits qui lui étaient reprochés.

Les maires séditions de la région V se sont déclarés insatisfaits des mesures prises par le gouvernement en réponse à leur mouvement : réduction des forces de l'Armée populaire sandiniste et réintroduction de la police rurale (composée d'anciens contras) dans la région, révision de la Commission agraire nationale, remises de terres supplémentaires aux contras démobilisés, libération des personnes arrêtées après les événements de Sébaco qui ont causé la mort de quatre policiers. Les autres demandes des maires "sont de la compétence de l'Assemblée nationale", a précisé le ministre de la présidence A. Lacayo, faisant allusion aux destitutions de ministres exigées par l'extrême-droite. Selon le maire de Juigalpa, l'un des leaders du mouvement, "c'est l'impasse".

#### L'EGLISE A CHOISI SON CAMP

Irene Selser

Managua, 22 novembre (ANN). Le gouvernement Chamorro affronte aujourd'hui la crise la plus grave qu'il lui ait été donné de vivre depuis sept mois et ce sont les extrémistes de l'UNO qui l'ont provoquée. Fille préférée de l'Eglise pour ses positions conservatrices tant en politique que sur le plan moral, Violeta Chamorro résiste pourtant aux pressions de son guide spirituel, le sinieux cardinal Obando, qui s'est érigé en idéologue du passage au modèle néo-libéral.

Pendant dix ans, le Cardinal Obando a prêché avec force pour la création d'un front anti-sandiniste entre les groupes armés financés par les Etats-Unis et l'opposition pseudo-civique, formée de réchappés du somozisme, de syndicats jaunes et de petits patrons. Sa stratégie, expression de la "lutte de l'Eglise contre le péché", visait au renversement du sandinisme et au retour aux valeurs chrétiennes.

Aujourd'hui, Mgr Obando semble décidé à diriger les

manoeuvres d'encerclement de l'exécutif, qu'il juge "incapable" et "manquant de pouvoir" pour mettre en oeuvre le programme de l'UNO, dont, selon la vision du cardinal, la stricte application suppose d'exterminer sans hésitation le Front sandiniste et sa base. Des allusions publiques évoquant "la fatigue de *Doña Violeta*" et son manque d'information sur ce qui se passe réellement dans le pays accèdent de façon voilée l'image d'une présidente incapable de gouverner. D'où l'idée que son remplacement ne pourrait que favoriser la stabilité.

"Je crois que *Doña Violeta* continue à être chrétienne", a expliqué le Cardinal au journal *La Prensa*. Cette insinuation laisse entendre que celle qui le 24 février a reçu à travers la bénédiction de Mgr Obando le coup de pouce décisif de Rome a été jugée et condamnée. Minimisant sa capacité à diriger le pays, le cardinal Obando a continué : "La situation politique est tellement complexe qu'elle n'a pas toute l'information ni la possibilité de contrôle que devrait avoir la personne qui préside aux destinées de la nation".

C'est durant les grèves de mai et juillet passés que la hiérarchie catholique, par la voix de Mgr Obando, a fait entendre une de ses premières critiques à Violeta Chamorro. Le fait que la négociation ait prévalu, et non la répression par la Police et l'armée comme l'exigeaient certains membres du gouvernement, avait provoqué les protestations du cardinal qui, cette fois sans le double langage ni la métaphore biblique dont il est coutumier, avait accusé le gouvernement d'être trop "faible pour mettre de l'ordre dans la maison".

Trois mois après, le message a changé. La "voix de Dieu", qui avait demandé à moment donné une rapide action de la Police contre les travailleurs, a fait cause commune avec les maires et les militants de l'UNO qui bloquent les routes et occupent les églises : elle conseille aujourd'hui à *Doña Violeta* de "ne pas envoyer la Police et l'armée, car ce serait mal". Les séditeux demandent entre autres le départ d'Humberto Ortega, dont la permanence à la tête des Forces armées avait été accordée en mars pour assurer une transition pacifique. Cette décision avait entraîné de fortes déclarations de la part du cardinal qui avait parlé de "trahison des aspirations du peuple au changement total" et de "non respect des promesses électorales". Et pourtant, il doit en coûter au chef de l'Eglise de discréditer publiquement cette fille chérie, dont l'ascendant sur une masse de croyants en sa triple qualité de mère, de veuve et de catholique est indiscutable.

Le pari de l'Eglise est une fois de plus de soutenir le plan étatsunien de neutralisation du sandinisme. Mais aujourd'hui la stratégie du cardinal présente de nouveaux risques et de nouvelles contradictions. L'absence d'un leadership unique et cohérent dans la classe gouvernante et l'absence de base sociale sont un gros handicap.

Si l'Eglise continue à attenter contre la stabilité et l'ordre constitutionnel, comme l'a révélé la participation ouverte de Mgr Vega dans les désordres de la Région V, c'est l'image de celui qui se considère comme le "guide suprême des nicaraguayens" et l'auteur de la chute des sandinistes qui risque d'en souffrir.

#### UN CADEAU DE BUSH?

**Managua, 19 novembre (ANN/Barricada).** Le président Bush vient de désigner le Nicaragua comme l'un des bénéficiaires de l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (CBI). Les pays centraméricains qui y sont associés ont vu depuis 1983 leurs exportations augmenter de 53 % en ce qui concerne les produits traditionnels et de 197 % pour les produits non traditionnels. Pourtant, leur balance commerciale reste déficitaire. Certains voient dans ce programme l'instrument d'une nouvelle stratégie des Etats-Unis, destinée à réorienter et moderniser ses mécanismes de domination. D'autres placent quelque espoir dans l'Initiative et la levée des restrictions commerciales qui frappaient auparavant le Nicaragua.

Le pays est-il en mesure d'être compétitif sur le marché étatsunien? Le retard technologique, les déformations structurelles de l'économie et la super-dévaluation de la monnaie nationale font qu'il est actuellement plus intéressant d'importer que d'exporter. Le patronat et le gouvernement n'attendent de l'intégration à la CBI que des résultats à moyen terme et estiment qu'il faut pénétrer d'autres marchés et ne pas négliger l'échange avec les pays latinos-américains.

Il est indéniable que la CBI a bénéficié sensiblement, depuis 1984, aux producteurs de la région. Mais le problème réside dans le type d'ajustements exigés. Exporter pour exporter ne peut être la solution et le gouvernement nicaraguayen doit rendre public son projet économique, si tant est qu'il en ait un.

**Le directeur du commerce au ministère de l'Economie, Pablo Pereira, a répondu aux questions de Barricada.**

*Barricada: En quoi consiste l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes?*

Pablo Pereira: Elle correspond à une décision prise en 1984 par les Etats-Unis de libérer d'impôts à

l'importation toute une gamme de produits en provenance de certains pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

*B: Quelles sont les possibilités pour le Nicaragua de s'ouvrir à nouveau une voie d'accès au marché étatsunien?*

PP: Il faudra un certain temps pour que les produits nicaraguayens présentent des avantages par rapport à ceux de la région. Nous projetons de commencer avec l'exportation de produits textiles, de plantes, de fruits et de légumes. Certaines de nos entreprises n'auront pas de mal à relancer leurs ventes de produits manufacturés, tels que le café en poudre, les cigares et le rhum.

*B: Qu'en est-il des restrictions étatsuniennes à l'entrée de produits textiles? Le projet d'exportation textile est-il adapté à la réalité de l'industrie nationale?*

PP: Les restrictions ne nous seront imposées qu'en cas de quantités significatives. Ce projet est viable et d'un bénéfice immédiat. Les produits s'élaborent au sein d'une zone franche industrielle : on amène la toile, elle est coupée ici et les vêtements sont envoyés sur les marchés les plus intéressants, qui sont pour nous ceux des Etats-Unis. Ce type de production a connu beaucoup de succès ces dernières années dans les Caraïbes. Nous réhabiliterons les zones franches (exemptes de taxes pour les entreprises étrangères, NDT) et installerons des entreprises, nationales et étrangères, qui profiteront des avantages de la CBI. L'Etat offrira des facilités en matière d'infrastructure afin d'attirer les investissements.

*B: Quel en sera le bénéfice pour le pays?*

PP: Les créations d'emploi et l'entrée de devises grâce aux exportations. Avec moins de 2 000 dollars, on peut créer un emploi dans le textile, ce qui est impossible dans la plupart des autres branches. Notre seule chance de développement est d'ouvrir notre économie. La CBI nous le permet mais les Etats-Unis ne sont pas notre unique marché. Nous en avons un autre en Europe, surtout pour les bananes.

#### QU'EN PENSENT LES PRODUCTEURS ?

Les principales organisations de producteurs voient dans l'ouverture du marché étatsunien un avantage, mais prin-

cipalement pour l'exportation des produits non traditionnels vers lesquels certains se sont récemment tournés (voir note). Pourtant un dirigeant de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) signale les dangers que comporte la promotion de cultures non traditionnelles pour la production des grains de base, déjà freinée par les politiques économiques actuelles. "Nous sommes d'accord pour stimuler le développement des productions non traditionnelles mais pas en sacrifiant les milliers de producteurs de grains de base comme cela s'est produit dans les autres pays bénéficiaires de l'Initiative.

Déjà, les producteurs d'aliments concentrés pour animaux font valoir que le maïs importé des Etats-Unis revient à sept dollars le *quintal* alors que le coût de production au Nicaragua est de neuf dollars. Cela s'explique par les politiques de soutien aux producteurs agricoles qu'ont les Etats-Unis et les autres pays développés pour protéger leurs agriculteurs et éliminer la compétition".

#### LES CONDITIONS

Les textes de l'Initiative pour le bassin des Caraïbes stipulent que le président des Etats-Unis ne peut désigner comme bénéficiaire un pays qui présente, entre autres, un des critères suivants:

- avoir un régime communiste
- ne pas respecter certains critères relatifs à l'expropriation des propriétés étatsuniennes
- ne pas coopérer de manière satisfaisante à la lutte contre l'entrée des drogues sur le territoire étatsunien
- donner un traitement préférentiel aux produits d'autres pays développés concurrents commerciaux des Etats-Unis
- ne pas avoir de traité d'extradition avec les Etats-Unis

#### NOTE :

Produits traditionnels d'exportation du Nicaragua:

coton, sésame, café, sucre, viande de boeuf, crustacés, banane, or, argent.

Produits non traditionnels :

cacao, ananas, mangues, pastèques, tabac, cacahuètes, bois.

### TELCOR : LA RESISTIBLE ASCENSION DES SYNDICATS MAISON

Managua, 20 novembre (ANN). La lutte syndicale est la première tranchée dans le combat pour la Révolution. La droite ne s'y est pas trompée, qui renforce ses organisations pour les opposer au Front national des travailleurs. Les Postes et Télécommunications (Telcor), où, contrairement à certains secteurs, la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) était jusqu'au 25 avril le seul syndicat existant, fourni un bon exemple de la façon dont les syndicats proches de l'UNO ont été implantés.

S'il est vrai que pendant la Révolution les syndicats sandinistes ont davantage expliqué les politiques gouvernementales que fait avancer des revendications spécifiques, les choses ont changé après la défaite électorale. Il s'est agi à ce moment-là d'entériner juridiquement tous les acquis sociaux, dont certains n'avaient jamais été légalement enregistrés. Une course contre la montre s'est alors engagée pour rassembler tous les acquis dans des conventions collectives et les inscrire au ministère du Travail. La majorité des travailleurs s'est sentie concernée, consciente de ce qu'elle avait à perdre. C'est ainsi que les syndicats sandinistes se sont renforcés dans la dernière période. A Telcor, le ministère des Postes et Télécommunications, c'est d'autant plus le cas que le syndicat CST s'était opposé à l'administration sandiniste avant le changement de gouvernement et une lutte plutôt dure avait eu lieu en avril.

Pour implanter ses organisations, l'administration de Telcor embauche dès le 25 avril des militants de l'UNO chargés de monter des syndicats "jaunes", l'un affilié à la CAUS et l'autre à la CTNa (voir note). "Ce sont souvent des anciens travailleurs de Telcor licenciés pour vol, pour sabotage, d'anciens gardes somozistes, d'anciens fonctionnaires renvoyés et aigris", selon Mario Malespín, secrétaire de la Fédération CST de Telcor. Tout comme une bonne partie de l'administration supérieure, ces militants sont de la ligne Godoy. Mais l'opération ne donne pas de résultats. L'administration décide alors d'intervenir plus massivement : entre juillet et septembre, elle embauche 500 nouveaux employés. Tous sont militants, proches ou recommandés par l'UNO ou bien anciens contras. Ils reçoivent d'emblée des salaires

supérieurs à ceux de leurs collègues pour les mêmes fonctions. C'est ainsi qu'aujourd'hui, sur les 4 000 travailleurs de l'institution, la CAUS et la CTNa ont environ 300 adhérents; de son côté, la CST en a 2 600. C'est pourquoi c'est la CST qui négocie avec l'administration, car celle-ci n'a pu imposer ses organisations par manque évident de représentativité. "Nous avons placé plus de 2 600 cartes, mais nous faisons périodiquement une campagne de renouvellement des adhésions", explique M. Malespín. "L'administration essaie en permanence d'avancer l'argument que nous ne sommes plus représentatifs, que les gens quittent la CST. Pour couper court, on demande aux gens de confirmer leur adhésion de façon régulière".

Les deux syndicats de droite ont du mal à recruter, sans compter que la CST parvient parfois dans l'action à convaincre certains des "nouveaux". La CAUS et la CTNa n'arrivent pas à effacer leur image de syndicats "jaunes". A Matagalpa, par exemple, c'est avec eux que la déléguée régionale, particulièrement "revancharde", a signé le licenciement de 16 travailleurs. Selon M. Malespín, leur erreur fondamentale est d'avoir cru qu'un discours très anti-sandiniste leur attirerait les faveurs des travailleurs. Cette tactique n'a pas fonctionné, car beaucoup d'employés, pour être critiques vis-à-vis du FSLN, n'en maintiennent pas moins des positions révolutionnaires. Parmi les autres, "certains préfèrent se tenir éloignés de la CST pour ne pas avoir de problèmes, mais ce n'est pas pour autant qu'ils vont vers les syndicats de droite".

Du fait du rôle qui leur a été assigné, la CAUS et la CTNa sont absentes des luttes revendicatives. Pour l'instant, elles se contentent d'expliquer qu'il faut changer la convention collective, la "moderniser à l'américaine" : Telcor pourrait par exemple effectuer un prélèvement mensuel sur les salaires, et reverser au travailleur la somme ainsi économisée au moment de la retraite comme cela se fait aux Etats-Unis...

Alors qu'au niveau national il y a eu rapprochement entre les syndicats de droite et le Front national des travailleurs au cours de la concertation, l'action unitaire est loin d'être à l'ordre du jour à Telcor. "La CAUS et la CTNa nous ont fait savoir qu'elles voulaient une concertation avec la CST - une concertation comme si elles représentaient le gouvernement. Par ailleurs, le vice-ministre nous a demandé de constituer avec elles un front syndical... Nous avons répondu que ce n'était pas le rôle de l'administration d'organiser le travail des syndicats. Il n'est pas impossible qu'un jour nous puissions mener des actions unitaires, mais ce moment n'est pas encore arrivé", explique M. Malespín.

L'autre facette de la machine de guerre de la droite est l'utilisation d'anciens contras. Un groupe de 40 démobilisés venus d'El Almendro, le principal pôle de développement de la Région V, ont été disséminés dans les différentes installations de Managua afin d'empêcher que les

---

#### NOTE :

CAUS : Centrale d'action et d'unité syndicale correspondant au Parti communiste

CTNa : Centrale des travailleurs nicaraguayens autonome correspondant au courant démocrate-chrétien et plus particulièrement au Parti populaire social-chrétien

---

travailleurs occupent les locaux et bloquent les communications. Ils vivent à l'extérieur de la capitale, regroupés dans un bâtiment où, selon le syndicat, se trouvent des armes. "Nous avons averti l'administration que si *Johnny* - le chef de ce groupe - sort les armes, le dialogue est terminé".

En effet, jusqu'à présent, la CST a maintenu la communication avec le ministère. "Nous avons créé une commission emploi et salaires, à l'exemple de la commission nationale constituée en juillet. Mais tous les problèmes ne peuvent pas être réglés par cette instance. Nous nous battons pour la création d'un Comité d'entreprise à travers lequel les travailleurs seront associés aux décisions. L'administration nous répond évidemment que le rôle des syndicats se limite à défendre l'emploi et les salaires".

Dans l'immédiat, il semble que le ministère, estimant que les syndicats maison sont prêts, veut engager l'épreuve de force : il refuse de respecter certains de ses engagements et d'augmenter les salaires pour compenser la perte du pouvoir d'achat. "L'administration nous dit qu'il n'y a pas d'argent. Nous avons demandé à voir les comptes de l'institution et cela nous a été refusé. Pourquoi?" Récemment, le syndicat a révélé à la presse que des contrats ont été passés sans appel d'offre - ce qui est illégal - avec des entreprises privées appartenant à de hauts fonctionnaires de Telcor, qui sont tous propriétaires ou actionnaires de sociétés privées. L'agence de publicité du vice-ministre, par exemple, a été chargée d'une campagne publicitaire, "très chère, misogynne et de mauvaise qualité". Le syndicat a accepté le défi et se prépare à la grève. Ce sera la quatrième depuis avril.

#### GUATEMALA : DEUX CANDIDATS SOUS BONNE GARDE

Luis Escobedo

Managua, 22 novembre (ANN/Cerigua). Le 11 novembre dernier, une fois de plus, les guatémaltèques votaient. Douze candidats, dont deux militaires, qui prétendent tous représenter "les intérêts du peuple", ont fait leurs offres : depuis les panacées social-démocrates jusqu'à celles de la libre entreprise, en passant par les tenants du christianisme salvateur et bien sûr les inévitables partisans de la ligne dure derrière les militaires qui, depuis des années, ensanglantent les campagnes pour sauver le pays du communisme.

Ainsi, comme sur les marchés paysans, il y avait le choix. Le verdict populaire, exprimé à travers un vote trop minoritaire pour être représentatif, a choisi "entre deux maux le moindre". Malgré la faible participation, le vote est clair : les guatémaltèques ont sanctionné la démocra-

tie chrétienne (DC) au pouvoir depuis 1985 pour reporter ses voix sur un patron de la presse et un ingénieur doublé de pasteur évangéliste. Jorge Carpio, de l'Union de centre national (UCN) et Jorge Serrano, du Mouvement d'action solidaire (MAS), sont les candidats de la "nouvelle droite" qui se veut progressiste. Ils se disputent le 6 janvier les votes et les espoirs d'un peuple qui souffre depuis des années l'oppression, le mépris, la misère, la persécution et la mort.

Ces deux candidats ne sont pas des inconnus. J. Carpio, le frère de l'actuel vice-président, publie chaque jour le quotidien *El Gráfico*. Il est un ardent défenseur du libéralisme économique. Il a réussi à se gagner l'appui de Manuel Ayan, son candidat à la vice-présidence, un économiste réputé qui était il y a peu sur la liste du Mouvement de libération nationale (LN), d'extrême-droite. J. Serrano est quant à lui un ingénieur et un administrateur proche des secteurs évangéliques étatsuniens. Passé à la politique en 1983, il a présidé le conseil d'Etat du dictateur Efraín Ríos Montt dont il partage la vision théologique. Lié au patronat, il est considéré comme le Fujimori guatémaltèque. Sa renommée a grandi grâce à sa participation à la Commission nationale de réconciliation et au Dialogue national, ainsi qu'à une campagne électorale différente de ce que la presse a appelé la "campagne noire". Absence de projet politique, promesses vides, attaques personnelles, violences causant la mort de dizaines de dirigeants et candidats, tels ont été les caractéristiques de cette bataille électorale. Pour le seul mois d'octobre, les journaux ont fait état de 71 morts par attentats et de 39 cadavres abandonnés sur la voie publique, dont 13 dirigeants politiques. Deux journalistes ont été également assassinés et le dirigeant de leur association a été victime d'un attentat.

Un tel climat rendait prévisible la défaite du parti au pouvoir dont l'échec était notable dans tous les aspects de sa gestion. L'éclatement de la DC et sa subordination au pouvoir militaire l'ont discréditée et repoussée au troisième rang, avec 18 % des voix.

Depuis leurs tribunes respectives - la presse et la chaire - les deux candidats ont deux mois pour convaincre une population qui aspire par dessus tout à la paix des bienfaits du Christ ou de Milton Friedman. Le gagnant sera celui qui réussira à séduire les abstentionnistes et à se gagner l'appui des autres forces politiques, en particulier du Parti d'avancée nationale (PAN), de droite, bien implanté dans la capitale et de la DC avec sa base rurale. Tous deux agitent les mêmes thèmes : honnêteté de l'administration, sécurité pour les citoyens. Deux éléments qui ont brillé par leur absence durant le gouvernement de Vinicio Cerezo.

Mais la construction d'une démocratie réelle est intimement liée au dialogue et à la poursuite de la négociation engagée à Oslo entre la Commission nationale de réconciliation et l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque.

que (URNG) qui rassemble les forces de la guérilla.

Entre mars et octobre, la guérilla a rencontré successivement toutes les forces nationales : partis politiques, secteurs religieux, mouvement populaire et syndical, patronat. La prochaine étape devrait être la réunion avec le nouveau gouvernement issu des élections de janvier prochain. Déjà, de larges secteurs de la société et entre autres l'Eglise et le mouvement syndical réclament une négociation immédiate qui débouche sur la paix. Les accords réalisés jusque-là révèlent un consensus sur les causes du sous-développement et de la guerre. Ils dénotent la volonté de la guérilla et d'une majorité de la population de construire une démocratie basée sur une réforme de la constitution afin de démilitariser l'état et de donner au peuple le droit de participer pleinement et librement à la vie du pays.

L'histoire ethnique et culturelle du Guatemala, sa situation géo-politique et la formation de ses classes sociales en ont fait un pays soumis au pillage quotidien perpétré dans la violence par des secteurs économiques et politiques qui cherchent à maintenir la domination des castes et l'ingérence des Etats-Unis. En 1954, la CIA et un groupe de capitalistes guatémaltèques et étrangers s'appuyant sur une force irrégulière ont envahi le pays depuis le Honduras, pour en finir avec un gouvernement démocratique issu de la révolution de 1944. Depuis, les organisations populaires recherchent sans trêve un consensus national pour s'attaquer aux causes de la guerre.

Au Guatemala, les faits ont prouvé que les élections ne sont jamais une garantie de démocratie. Quels que soient l'honnêteté des candidats, l'idéal des partis, la bonne foi des militants et dirigeants, l'élection de civils n'empêche pas que le pouvoir reste aux mains de l'armée et des groupes dominants l'économie dont la stratégie est de maintenir la ligne décidée par les Etats-Unis.

En 1985, l'actuel président V. Cerezo, avocat et dirigeant politique de renom, promettait de résoudre les grands problèmes nationaux. Son programme : rétablir le pouvoir civil, renvoyer les militaires dans leurs casernes, résoudre la crise financière en négociant la dette et en modernisant l'économie, améliorer les conditions de vie du peuple grâce à un programme social, favoriser le développement culturel, reconnaître et promouvoir les communautés indigènes, s'attaquer au problème des droits de l'homme en enquêtant sur les crimes, en recherchant les disparus et en punissant les coupables. Ce dernier point était une des conditions posée par la communauté internationale pour aider un pays discrédité par les crimes, l'exploitation, l'exil forcé auxquels sa population civile était soumise. V. Cerezo a échoué sur tous les tableaux. Durant son gouvernement, les journaux ont rendu compte de 3 793 assassinats politiques et plus de 1 000 séquestrations. Les opérations des groupes armés

agissant en toute impunité sont de notoriété publique.

Pourquoi rappeler cela? Parce que quel que soit le pouvoir administratif et diplomatique qui reviendra aux futurs gouvernants, le véritable pouvoir restera entre d'autres mains. La démocratie au Guatemala passe par le règlement du conflit armé et les élections ne seront qu'un nouveau coup de peinture sur un mur pourri. Elles ne seraient valides et représentatives que si l'on en finissait avec les causes de la guerre et si l'on ouvrait la porte à la participation effective de la population. Une condition à laquelle se refusent catégoriquement l'armée et le secteur radical de la bourgeoisie, les latifundistes.

#### EL SALVADOR : LE FMLN A L'OFFENSIVE

**Managua, 23 novembre (ANN).** Depuis octobre, l'armée salvadorienne se préparait chaque fin de semaine à faire face à l'offensive de la guérilla tout en annonçant que "l'insurrection était désarticulée". Pourtant, le déclenchement le 19 novembre à minuit d'une vaste opération militaire du FMLN dans dix des quatorze départements du pays a visiblement pris le gouvernement de court.

Selon la guérilla, cette offensive baptisée "Châtiment aux Forces armées antidémocratiques" n'est pour le moment qu'une pression supplémentaire pour obtenir du gouvernement Cristiani qu'il accepte de négocier la démilitarisation du pays. Le FMLN a insisté sur le fait qu'il ne cherchait pas à substituer l'option militaire à la solution négociée. Mais il a averti : "Si le gouvernement et les militaires continuent à résister aux pressions internationales, aux demandes de la nation tout entière et à s'opposer à la solution politique, nous nous réservons le droit de lancer à court ou moyen terme une offensive militaire de grande envergure". Le FMLN a annoncé que ses forces militaires se transformaient désormais en armée régulière, "l'Armée nationale pour la démocratie".

Depuis le déclenchement de l'opération, de violents combats se livrent simultanément dans le nord, le centre et l'est du pays, ainsi que dans la banlieue de San Salvador et ont infligé près de 400 pertes à l'armée gouvernementale. Une grande partie du territoire a été privée d'électricité. Les hélicoptères ont survolé en permanence la capitale. Le FMLN demande à la population d'évacuer les quartiers des installations militaires et d'éviter de circuler dans les avenues de la capitale, ce qui pourrait signifier une proche intensification des combats.

La guérilla comme le gouvernement salvadorien ont annoncé qu'ils poursuivraient les négociations. Washington s'est manifesté en menaçant de faire voter par le Congrès un allongement de l'aide militaire pour le Salvador.

## EN BREF

**TROISIEMES RENCONTRES DES ONG.** 125 organisations non gouvernementales, réunies pour trois jours à Managua, discutent de leur rôle dans la nouvelle situation nicaraguayenne. Le ministre de la Coopération, Erwin Krugger, leur a affirmé que son gouvernement "s'est engagé en faveur des pauvres" et leur destine les bénéfices de la relance. Les responsables des ONG, qui estiment que leur appui est plus que jamais nécessaire, signalent le flou des décisions gouvernementales. Ils sont d'accord pour penser qu'ils ne peuvent se contenter de faire de l'assistance et abandonner les projets qui visent au changement et au développement.

**REQUINS.** Le nouveau ministre de la Pêche a annoncé la prochaine privatisation de ce secteur. Une cinquantaine d'entreprises pour le moins ont posé leur candidature - dont celle du ministre-conseiller Antonio Lacayo, attirés par l'aide de 15 millions de dollars que l'Espagne destine aux entrepreneurs privés intéressés par le rachat.

**DANIEL ORTEGA** a mené une mission de paix dans le Golfe persique : après avoir rencontré Yasser Arafat et avoir été reçu par le roi Hussein de Jordanie, il s'est entretenu avec le président irakien Saddam Hussein. I s'est ensuite rendu en Libye pour y rencontrer le président Khadafi.

**EPIDEMIE.** Le Nicaragua traverse une grave épidémie de varicelle et de *dengue*, une maladie qui présente une forme mortelle. Cette épidémie a déjà entraîné plus de 612 décès depuis janvier, pour la plupart d'enfants en bas âge.

**L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DES HANDICAPES** a déposé une plainte pour les agressions répétées dont ses membres ont fait l'objet de la part de militants de l'UNO.

**DES FEMMES** se sont organisées contre les *machos* qui frappent leur compagnes. Entre autres, elles peignent sur leur maison "Ici vit un 'homme' qui tape sa femme". Ce mouvement de *defensoras populares*, qui existe depuis juillet, participera le 25 novembre avec d'autres organisations aux activités du "jour de la non-violence contre la femme".

**POLICE ANTI-TERRORISTE.** Le ministre de l'Intérieur a annoncé la création d'une police anti-terroriste et anti-émeutes et d'une police anti-drogue. Il a révélé que la création d'un bureau de renseignements généraux était à l'étude, sans en approfondir les fonctions.

**VATICAN.** Le gouvernement va envoyer le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra au Vatican pour évoquer l'attitude de Mgr Vega. Il y présentera des preuves écrites de la participation de l'évêque dans la sédition menée dans la Région V.

JA/PP

8034 Zurich

 abonnement-poste  
 imprimé à taxe réduite

**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN  
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,  
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.  
 Coordinateur: Martin Muheim.  
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Téléx: (45) 817'585'158 com ch.  
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédéric Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.